

# Éteindre la dette du 13 avril

Tout comme nous cherchons à éteindre la dette financière du Liban, il faut aussi éteindre la dette morale que nous avons contractée les uns envers les autres, durant les années de guerre : la dette d'une haine accumulée non seulement entre les communautés, mais à l'intérieur même des communautés.

Comment éteindre cette dette morale ? D'abord, en nous attachant de toutes nos forces à la convivialité, cette forme sociale de l'amour dont nous avons le secret, et qui est notre avenir plus que notre passé. Qu'est-ce que la convivialité ? C'est difficile à dire. C'est fait de cordialité et de respect mutuel pour nos croyances, nos coutumes, nos rituels religieux, nos « mentalités », aussi dissemblables fussent-elles.

Il nous faut aussi déterrer les sentiments enfouis, transmis dans le langage de tous les jours, les entendus et surtout les sous-entendus. Nous sommes dans un pays où une guerre civile a fait au bas mot 200 000 tués et disparus et 300 000 blessés et handicapés... Mais aucun coupable. Ce n'est pas normal. Certes, c'est avec d'infinies précautions qu'il faut ouvrir les dossiers de la mémoire, mais au moins ne fermons pas les tiroirs à clé.

Samir Geagea disait mercredi à la télévision son horreur de la guerre, « *Kharab bi kharab* » ; son horreur d'une violence qui se retourne contre son auteur, fut-il vainqueur. Maintenant que le blocage de sa détention est surmonté et qu'il peut librement communiquer avec sa base populaire, Geagea a bien fait de lancer une campagne de sensibilisation sur ce thème.

Plus généralement, éteindre notre dette morale les uns envers les autres, c'est développer notre vocation à la médiation et la pousser jusqu'à ses ultimes conséquences. Que nous le voulions ou pas, nous sommes des courtiers-nés et tant que nous y sommes, pourquoi ne pas nous lancer à corps perdu dans le courtage de la culture, dans cette grande chambre de compensation où tous les jours se monnaient les concepts, dans la grande Bourse qu'est devenue le globe.

Ce point nous ramène à la dette financière et au développement du Liban. Va-t-on continuer à développer le pays comme pour en faire un grand parc d'attraction pour les investisseurs du Golfe et les riches émirs ? Ne faut-il pas développer le Liban dans d'autres directions ? Des directions culturelles, humanitaires, religieuses. Ne faut-il pas développer ces sanctuaires de la connaissance que sont les universités où nous penserons l'avenir du monde arabe ?

Ce sont là des pistes de réflexion. C'est pour rappeler que la culture, ce n'est pas cette chose frivole et superflue qui agrmente la vie, mais qu'elle est à la source même de la politique, qu'elle lui est antérieure et qu'elle la conditionne.

Un programme de réformes économiques doit s'insérer dans un programme plus large. Il faut commencer par la culture, par une éducation à la citoyenneté, au civisme. Les années de guerre devraient nous l'avoir appris : aucune réforme administrative n'est possible sans une réforme politique.